ASSEMBLÉE NATIONALE

7 juin 2018

AVENIR PROFESSIONNEL - (N° 1019)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 1130

présenté par

M. Rudigoz, M. Bonnell, M. Terlier, Mme Cazarian, Mme Degois, M. Morenas, Mme Brulebois,
Mme Sylla, M. Gaillard, M. Trompille et M. Perrot

ARTICLE 19

Après l'alinéa 71, insérer l'alinéa suivant :

« 5° Les actions menées par un opérateur de compétences dans le cadre d'une convention-cadre de coopération conclue avec l'État conformément à l'article L. 6332-1. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à corriger un oubli du projet de loi qui a prévu la faculté pour les opérateurs de compétences de conclure des conventions-cadre de coopération avec l'État, en omettant de prévoir les modalités de financement.

Cet amendement propose que ce financement soit réalisé sur la contribution unique dédiée à l'alternance puisque que la convention-cadre a pour objet « la participation à l'amélioration et à la promotion des formations technologiques et professionnelles initiales, notamment l'apprentissage, ainsi que la promotion des métiers ».